

## La crise...encore !

Faut-il en parler ?

Oui !

Pourquoi ? Parce que personne ne comprend exactement ce qui se passe et qu'il importe de réfléchir...et donc de discuter.

### Faut-il parler de la crise ou des crises ?

De fait nous vivons depuis dix ans dans un climat de crise qui entretient les peurs. Crise terroriste, crise écologique, crise économique (en juillet on parlait du coût des matières premières), crise politique (on a beaucoup employé le terme de crise de la démocratie et « d'Europe en crise »), crise financière maintenant.

Une première idée vient à l'esprit : ces crises ont un lien les unes avec les autres et s'entretiennent-elles les unes les autres ?

Une deuxième idée vient à l'esprit : ce que nous appelons crise n'est-il pas le fruit d'une croyance béate au progrès indéfini de l'humanité ? Après guerre, par exemple, on a compté sur la croissance et le progrès technique pour trouver de nouvelles ressources sans avoir à se poser la question de la cohérence des décisions prises. Ne faut-il pas, quelquefois, faire des choix entre les différents possibles ?

### Qui est responsable ?

Les autres !

Certes.

Pour autant, il est facile d'accuser les américains qui individuellement vivent à crédit et largement au-dessus de leurs moyens.

Pour autant, il faudrait peut-être aussi réfléchir que, collectivement, les français vivent à crédit et assez largement au-dessus de leurs moyens. Le déficit de la sécurité Sociale en est un exemple.

Il doit être possible de mieux s'organiser et de supprimer quelques niches. Mais le problème est bien au-delà : il faut commencer par admettre que tout n'est pas possible en même temps. Le slogan « à notre époque ceci ou cela ne devrait pas être possible, ou l'État devrait » peut être juste, il peut être maléfique.

## Qui va perdre ?

C'est une règle absolue des crises : Dans la crise ce sont les pauvres qui perdent. D'abord les 3 millions de ménages américains victimes des subprimes, puis les pays pauvres sans ressources.

Mais l'Europe et l'Amérique du Nord vont aussi perdre de la richesse en faveur de l'Asie et l'Amérique Latine. Enfin, sans vouloir faire le parallèle avec 1929, les crises peuvent favoriser le populisme et faire vaciller les démocraties. Seule une solidarité forte peut être une garantie contre le danger, or dans la crise l'État peut être tenté de baisser son engagement en faveur d'une politique sociale.

## Faut-il souhaiter un retour de l'État ?

Il existe une sorte d'accord aujourd'hui pour penser que le marché est indispensable et qu'il favorise la démocratie.

Pour autant, la crise fait découvrir que le libéralisme absolu conduit aux pires aberrations. C'est à l'État d'organiser le marché. Et aux États ensemble.

La principale difficulté du marché est d'articuler le court, le moyen et le long terme. Chacun veut que son argent rapporte le plus possible le plus vite possible (et beaucoup de banquiers ont trouvé des épargnants pour le leur demander). Il convient donc de contraindre la Bourse à redevenir ce pourquoi elle est faite : donner de l'argent à moyen terme aux entreprises (et non d'être un super casino) et de contraindre les banquiers à prêter de l'argent pour faire tourner l'économie, mais de le faire de manière raisonnable et contrôlée, avec des normes comptables qui favorisent la traçabilité et la clarté.

Et en attendant de réorganiser les marchés, c'est à l'État de travailler à ramener le calme : pour cela, comment ne pas demander plus d'Europe pour avoir un poids significatif dans l'action ?

## Et nous ?

Il est probable que demain ne sera pas comme hier.

Des questions portant sur l'écologie, la solidarité avec l'Afrique, le soutien des plus pauvres dans notre pays risquent de passer au second plan.

La vigilance s'impose plus que la condamnation.

La critique systématique peut entraîner la perte totale de la confiance dans un système qui de crise en crise a permis une certaine progression du niveau de vie pour une grande partie de l'humanité. Il faut inventer et soutenir ceux qui recherchent des moyens cohérents de préparer l'avenir en utilisant, par exemple, les investissements socialement responsables.

La confiance est la seule manière de vivre en société. Encore faut-il quand on est responsable tout faire pour la mériter.

La Parole donnée - celle de Dieu et celle de l'homme - sont les clefs du succès.